Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2008)
Heft: 1

Artikel: L'évolution géopolitique et ses conséquences sur l'armée suisse
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346825

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'évolution géopolitique et ses conséquences sur l'armée suisse

L'objectif de toute politique de sécurité est la protection à long terme de la population. Pour ce faire, il faut analyser en permanence la situation actuelle de la sécurité, estimer les possibles évolutions et leurs conséquences sur l'armement et la formation des forces de sécurité. Les restrictions proviennent de la manière (historiquement justifiable, mais qui, souvent, ne correspond pas à la réalité) dont la population perçoit les menaces et des coupes politiques dans les moyens disponibles. Il convient donc, dans ce qui suit, de tracer les grandes lignes de cette problématique.

L'évolution de la situation mondiale depuis l'éclatement de l'Union soviétique

L'éclatement du système bipolaire a mis un terme à un effet régulateur, ce qui a entraîné un **grand nombre de guerres motivées par la formation ou le démantèlement d'Etats.** A la phase de détente et de désarmement («dividende de la paix, fin de l'histoire, etc.») suivant l'éclatement de l'Union Soviétique a succédé une période persistante de nouvelles tensions au moment du virage qu'ont constitué les attentats terroristes de 2001 en Amérique et en Europe et les réactions occidentales conduites par les Etats-Unis, notamment l'intervention des forces de la coalition en Afghanistan et en Irak.

Depuis lors, les rapports sont à nouveau plus tendus dans la politique mondiale. A partir de 2003, l'idée selon laquelle le monde allait irrésistiblement vers un avenir lumineux de liberté et de démocratie a cessé de prévaloir. Actuellement, il semblerait plutôt que les régimes et les tendances autoritaires aient repris le dessus. Pour 2006, le rapport annuel de Freedom House a, pour la première fois, constaté un mouvement de recul en direction du totalitarisme d'Etat par rapport à l'année précédente: le nombre des pays revenus à des pratiques autoritaires dépasse celui des Etats qui ont fait des progrès en matière de liberté.

Quels sont les indices significatifs de cette évolution? Un regard sur les «puissances garantes de l'ordre mondial» donne l'image suivante: en Irak, **les Etats-Unis, puissance mondiale,** sont au bord de l'humiliation, leur prestige et la foi dans leur capacité à s'imposer militairement et politiquement ont considérablement diminué. Par ailleurs, dans le même temps, l'**Union européenne** n'a pas réussi à devenir un interlocuteur mondial crédible. **La Chine et l'Inde** sont en train d'accéder au rang de puissances mondiales; elles n'en sont cependant pas encore là et il leur reste à apporter la preuve de leur capacité à intervenir au niveau planétaire.

La démocratisation de la **Russie** est pour le moins interrompue, voire stoppée. Le Kremlin ne craint pas d'utiliser sa puissance économique renforcée contre des voisins récalcitrants. Les conflits internes à la Russie sont réprimés par des forces policières et militaires omniprésentes. Et par rapport à l'Ouest, le maître du Kremlin a aussi, du point de vue de la politique de sécurité, considérablement augmenté la pression en sabotant ouvertement les projets américains de systèmes antimissiles et en menaçant également de détruire un autre pilier de la politique américaine de sécurité: le traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE). Ce traité FCE, arraché en 1990 à l'Union soviétique, alors affaiblie, a conduit nombre de véhicules blindés soviétiques à la ferraille ou de l'autre côté de l'Oural. Où seront-ils stationnés à l'avenir?

Les signes croissants d'éclatement observés au Proche-Orient et au Moyen-Orient – en Palestine, au Liban, en Irak, au Pakistan et en Afghanistan – et la confrontation qui s'annonce avec l'Iran ont une portée considérable. Ils pourraient devenir encore plus virulents si, dans cette région, d'autres régimes autocratiques venaient à déraper. Les élites qui détiennent le pouvoir dans la péninsule arabique et en Afrique du Nord subissent une pression croissante en politique intérieure.

Après la disparition de l'Union soviétique, le monde n'est pas subitement devenu unipolaire, pas plus que les Etats-Unis ne sont devenus un empire ni l'unique superpuissance. Les particularités et les faiblesses de l'Amérique n'ont pas seulement toujours été évidentes et visibles pour chacun, elles ont également été maintes fois historiquement prouvées. Tôt ou tard, la forte polarisation de la politique intérieure due au système bipartite et les «checks and balances» finissent par se répercuter sur la politique extérieure. **Une telle organisation n'est pas faite pour exercer une hégémonie durable, et encore moins pour dominer le monde.**

La stratégie du président Bush, qui aurait dû conduire à une démocratisation en Irak et dans tout le Moyen-Orient, est confrontée à de grandes difficultés. Pour la sécurité de l'Amérique (et de l'Europe occidentale), le Moyen-Orient est sans doute plus important que ne l'était l'Indochine. Un abandon comme celui de 1975 serait donc fatal. Imaginons les conséquences sur les prix du pétrole d'un Irak plongé dans une guerre civile entre groupements extrémistes, aux frontières de la Turquie et de l'Arabie saoudite. Cependant, en cette période de campagne électorale, la résistance de Washington est déjà visiblement en train de s'effriter. Les revirements d'opinion du public occidental sont certes devenus plus prévisibles qu'à l'époque de la Corée ou du Vietnam. Des interventions brèves couronnées de succès sont applaudies. Cependant, pour des conflits sanglants et acharnés durant des années, l'endurance nécessaire fait toujours défaut. Et c'est là que réside le grand danger: pour des autocrates de tout poil, comme le Russe Poutine, mais aussi les maîtres de Téhéran, qui encouragent ceux qui attendent avec impatience le retrait des Américains par une terreur sanglante et ciblée, c'est une invitation à expérimenter les effets d'une politique de force. A ce jour, l'Occident n'a trouvé aucune réponse commune efficace. La suite de l'évolution politique mondiale reste donc plus qu'incertaine.

L'évolution de la situation en Europe

Aujourd'hui aussi, la politique extérieure européenne est largement inexistante en tant que facteur d'ordre géopolitique. **Jusqu'ici, l'UE n'a guère réussi à défendre d'une seule voix ses intérêts à l'extérieur.**

Beaucoup des foyers d'incendie embrasant la politique mondiale se situent en dehors de la sphère d'influence européenne. La force politique de l'UE continue à se manifester essentiellement dans sa capacité à apaiser les conflits internes à l'Europe et à conduire les parties concernées à négocier, à fixer des règles communes pour la cohabitation sur le continent et – dans la mesure où elle reste libérale – à pouvoir préparer le terrain pour l'instauration d'un bien-être général. Sinon, les convergences de vue significatives en matière de politique de sécurité sont vite énumérées: sécurité énergétique, changement climatique et relations avec la Russie.

En dépit, ou à cause, du potentiel nucléaire créé de part et d'autre, les protagonistes de la guerre froide étaient conscients du fait qu'un conflit se déroulant en Europe ne ferait pas nécessairement appel aux armes nucléaires. L'armement conventionnel a donc succédé à l'escalade de l'armement nucléaire. A l'ouest, pendant l'ultime phase de la guerre froide, on a surtout tenté de compenser le poids excessif du pacte de Varsovie en termes de troupes mécanisées, menaçant et bien visible, au moins statistiquement, par des avancées technologiques. Dans le domaine conventionnel, les deux superpuissances et leurs alliés ont fortement misé sur des combats menés par des troupes mécanisées et blindées. On a par conséquent renforcé l'armement et perfectionné le combat interarmes.

La fin de la guerre froide a donc laissé des armées très fortement équipées dans les Etats de l'OTAN et les anciens Etats membres du pacte de Varsovie. Les nombreux systèmes blindés, devenus obsolètes, ont, la plupart du temps, été supprimés pour des raisons de coûts. Dans les Etats qui pouvaient encore se le permettre, ils ont été remplacés par des systèmes plus modernes en nombre moins important, mais plus efficaces et plus mobiles. La conduite interconnectée des opérations est résolument introduite dans les principales forces armées européennes et encore améliorée par une expérience croissante des interventions et par la poursuite des évolutions technologiques. La tendance à l'augmentation des dépenses pour des forces armées pouvant intervenir partout dans le monde se voit dans la plupart des budgets européens consacrés à l'armement alors que sur ce point, la Suisse a manifestement du mal à suivre.

Conséquences sur la nature des conflits et la conduite des combats

Depuis la fin de l'équilibre bipolaire, les parties belligérantes profitent, en maints endroits, de la disponibilité élevée d'armes légères et mi-lourdes provenant de la guerre froide et des Etats qui ont succédé au pacte de Varsovie, qui ne se privent pas d'exporter. L'urbanisation croissante permet à ces groupements de livrer combat en zone construite, ce qui leur fournit des avantages par rapport aux forces conventionnelles. Les caves deviennent des bunkers, les toits

des positions pour la DCA, les balcons des nids de snippers, la plupart du temps sans que la population puisse quitter la région, devenant ainsi, malgré elle, le bouclier de protection des combattants embusqués, en contradiction avec la convention de Genève. En principe, il n'y a là rien de nouveau. Cependant, les armées conventionnelles évitent le plus possible le combat en zone construite, coûteux et source de lourdes pertes. Des pertes importantes dans ses propres rangs et, surtout, le nombre élevé de victimes au sein de la population civile recèlent toujours le risque d'une défaite sur le front de la propagande.

Les belligérants modernes ont de moins en moins de scrupules à enlever leurs propres civils, des civils neutres ou des civils du camp ennemi, à les utiliser comme boucliers de protection et à les exécuter lorsqu'ils ne leur servent plus à rien. Exploiter sans pitié ce qui, à leurs yeux, est une faiblesse occidentale, fait parfois partie intégrante de leur stratégie. L'Occident tente d'éviter les victimes civiles et a du mal, compte tenu de la pression qu'exercent chez lui les médias, à faire face aux événements lorsque les victimes sont des individus non impliqués. Au cours de l'été 2006, le Hezbollah a fait tout ce qui était interdit, mais l'opinion publique a surtout cloué Israël au pilori lorsque ce pays attaquait son adversaire, difficilement détectable au milieu de la population du Liban sud, avec des moyens conventionnels. Cette appréciation médiatique faite avec deux sortes de critères affaiblit essentiellement la capacité combative conventionnelle occidentale, en dépit de sa supériorité technique.

En ce qui concerne les menaces, en Europe, la situation a changé. Actuellement, il y a peu de probabilités de voir à moyen terme la Suisse devenir la cible d'une agression armée conventionnelle.[1] Il est impossible d'établir des pronostics à long terme sur la situation en Europe, ce qui sera demain dépend de nombreux facteurs. Dans l'ensemble, une telle estimation n'est possible, si tant est que l'on puisse y procéder, qu'à la lumière d'expériences historiques. **Et l'histoire nous exhorte à la prudence.**

Fondamentalement, les forces armées doivent donc être prêtes, même dans la situation actuelle, à s'affirmer contre **tous les adversaires possibles.** Cependant, le spectre des interventions probables montre que, dans la plupart des cas, les troupes régulières sont utilisées comme des forces de réaction face à des adversaires très différents. Le combat contre des adversaires de valeur et de nature égales n'est qu'une des nombreuses formes d'intervention possibles. Du point de vue de l'effet visuel et médiatique des moyens utilisés sur les parties prenantes à un conflit et sur les personnes non impliquées, les forces armées multifonctions modernes ont besoin d'une vaste panoplie d'options disponibles, du véhicule tout-terrain légèrement armé, mais doté d'une protection passive (p. ex. Eagle ou GMFT) au char de grenadiers apte au combat. Ainsi, dans une situation qui n'est pas marquée par des combats actifs, un GMFT a pour effet d'amoindrir le phénomène d'escalade par rapport à un Piranha ou à un CV 9030 (VBCI 2000), plus menaçant.

Cette nouvelle répartition des rôles, dans laquelle l'adversaire du soldat classique est en mesure d'agir de toutes les façons possibles (manifestations, enlèvements de civils et de soldats, attentats à l'explosif contre hommes politiques et forces de sécurité, agressions à main armée, attaques déstabilisantes à la roquette, etc.) nécessite de nombreuses aptitudes, que ce soit du côté du soldat ou du côté des forces armées au sein desquelles il est incorporé. De nos jours, un conflit s'intensifie progressivement et en parallèle sur plusieurs niveaux. Les limites entre civils et combattants restent floues. Là encore, le probable adversaire ne respecte aucun ordre de bataille. Il peut prendre la forme d'un combattant isolé, d'un groupe ou d'une foule en colère, dans laquelle on trouve aussi femmes et enfants, et il peut créer des réseaux internationaux grâce à la communication moderne.

Depuis plusieurs années, l'armée suisse s'efforce, par le biais de plusieurs étapes de transformation, de maîtriser l'évolution de la guerre traditionnelle au faisceau moderne des conflits.

[1] A ce sujet, voir également notre étude publiée antérieurement: «Herausforderungen an unsere Sicherheitspolitik im Jahre 2010 – Überlegungen und Postulate zur Rolle der Schweizer Streitkräfte im Rahmen unserer Sicherheitspolitik» (Les défis imposés à notre politique de sécurité en 2010 – Considérations et postulats sur le rôle des forces armées suisses dans le cadre de notre politique de sécurité), VSWW, juin 2006.

Première étape de l'adaptation: Armée 95

L'éclatement de l'Union soviétique a posé le problème de la réorientation de la politique suisse de sécurité. L'Europe était en plein bouleversement, et **l'objectif d'une «paix dans la liberté»** semblait subitement se rapprocher, y compris pour beaucoup d'Etats qui, auparavant, n'étaient pas régis par un gouvernement démocratique. Le relâchement des pouvoirs politiques et les nouvelles menaces qui se profilaient en Europe, sans risque de guerre, ont permis un changement du mode de pensée.

Dans les efforts pour créer de nouvelles conditions-cadres pour la politique de sécurité, la sécurité intérieure s'est retrouvée au premier plan. La politique de sécurité doit également se préoccuper de nouveaux risques existentiels, ressentis comme particulièrement menaçants. Que la Suis-se soit menacée par une violence guerrière ou une forme de violence analogue paraît de plus en plus improbable aux yeux de beaucoup, nous verrons si cela se justifie.

Avec la réforme d'Armée 95, on a tenté de tenir compte de la démographie, de la baisse de la disposition du secteur économique à libérer des soldats et des cadres pour des services longs, et des nouvelles données de la politique de sécurité. Pour ce faire, on a réduit la taille de l'armée et on a abandonné une conception globale de la défense plutôt statique et qui couvrait l'ensemble du territoire. Le combat devait être plus mobile, et mené avec des engins blindés. Les cinq nouvelles brigades blindées ont remplacé le compromis des divisions mécanisées dans le corps d'armée. Fusiliers et grenadiers territoriaux de l'infanterie et troupes de sauvetage ont alors vu le jour dans cet environnement. Parallèlement, compte tenu de la menace des armées blindées du pacte de Varsovie, auparavant omniprésente, un certain besoin d'explications est apparu au sein des troupes mécanisées et légères (TML).

Deuxième étape de la transformation: armée XXI et ED 08/11

La déclaration lapidaire du Cdt de corps Keckeis à l'occasion de la mise en œuvre d'Armée XXI: *«La grande époque des batailles de chars est révolue»* (NZZ 3.1.2003) a apporté sa contribution au débat sur les blindés. Depuis lors, personne n'a pu aborder le thème des chars et des véhicules blindés sans reprendre cette citation du Chef de l'armée. Pour beaucoup d'hommes politiques et de journalistes critiques à l'égard de l'armée, s'agissant de la réduction des troupes mécanisées, cette formule est devenue une vérité de portée universelle, en dépit du fait que tous les reportages des médias sur les conflits actuellement en cours montrent que les véhicules blindés, du véhicule de police lourd au char de combat, font presque toujours partie des acteurs les plus respectés et les plus utilisés dans le dédale des rues de Jénine, de Grozny ou de Falloujah.

L'ineffable débat mené dans les milieux politiques et médiatiques au sujet des programmes d'armement 04/06 (acquisition de chars de génie et de chars de déminage) a donc des antécédents plus anciens. L'acquisition de ces moyens de soutien, indispensables pour les opérations mécanisées dans tous les conflits, devait déjà être faite avec le programme d'armement 04. Une alliance funeste de l'UDC, du PS et des Verts a fait capoter le projet. Le programme d'armement n'a été approuvé que l'année suivante, sans les chars de génie ni les avions de transport. Du point de vue de la préservation des compétences de base en matière de défense dans le cadre du combat interarmes, cette décision fut fatale.

Lors de la votation sur Armée XXI, en 2003, le peuple suisse a clairement montré qu'il soutenait son armée. **Relève aussi de ce thème la défense classique sous la forme du combat interarmes comme compétence de base.** Cependant, en l'absence de soutien aérien et de véhicules du génie et de déminage à l'épreuve des éclats d'obus, les unités mécanisées sont potentiellement dans l'incapacité de se mouvoir et donc de combattre. Cette idée, que quelques bourgeois n'ont jamais pu exploiter jusqu'à son terme, plait aux politiciens de gauche. Le DDPS s'est au moins efforcé de réinscrire les chars de génie et les chars de déminage dans le programme d'armement 06. **L'honnêteté vis-à-vis des électeurs et des membres de l'armée suppose de s'assurer, y compris à l'avenir, que le noyau de base mécanisé de l'armée XXI puisse être équipé et formé en conséquence.**